

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 44 (2024)

Faits saillants

- ❖ BRICS : l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam sont « pays partenaires ». L'Indonésie souhaite rejoindre l'organisation
- ❖ Philippines : La dette à son niveau le plus haut depuis 2005 en part du PIB
- ❖ Vietnam : La dette publique se maintient largement en-deçà des plafonds autorisés

LE CHIFFRE À RETENIR

+11 %

D'exportations de
l'ASEAN vers les USA en
au 2^e trimestre en g.a.

Région

Les exportations de l'ASEAN vers les États-Unis dépassent celles vers la Chine

Les restrictions de Washington sur les importations chinoises, en particulier celles imposées sur les semi-conducteurs en octobre 2022, ont entraîné une restructuration des chaînes d'approvisionnement mondiales, réduisant la dépendance à l'égard de la Chine. Les exportations des dix pays membres de l'ASEAN vers les États-Unis ont atteint 74 Md USD au cours du trimestre d'avril à juin, en hausse de 11 % par rapport à la même période l'année précédente, dépassant les exportations vers la Chine qui se chiffrent à 71 Md USD, soit une hausse de 3 % par rapport à l'année précédente. Parmi les principales économies de la région, les Philippines ont enregistré la plus forte augmentation des exportations vers les États-Unis, avec une hausse de 35 %, suivies du Vietnam avec 24 % et de la Malaisie avec 11 %.

Indonésie

Indonésie-UE : Prabowo se prononce en faveur de la conclusion d'un accord de libre échange

Le nouveau président Prabowo Subianto a indiqué faire de la conclusion de l'accord de partenariat économique entre l'Indonésie et l'Union Européenne (IEU-CEPA), dont les négociations sont ouvertes depuis juillet 2016, l'une de ses priorités pour les 100 premiers jours de son mandat. Selon la partie indonésienne, en dépit des avancées notables sur des aspects comme la réduction tarifaire et la transparence des échanges, des divergences subsistent autour de questions clés, telles que la fiscalité numérique et les questions environnementales.

L'Indonésie manifeste son souhait de rejoindre les BRICS

L'Indonésie a manifesté son souhait de rejoindre le groupe des BRICS lors du Sommet BRICS Plus à Kazan (Russie), en soulignant son alignement avec les objectifs du groupe à savoir renforcer la coopération économique et politique entre les économies émergentes. L'Archipel, déjà reconnu comme partenaire des BRICS, explique ce changement d'orientation par sa volonté de maintenir son « non-alignement » et de participer aux diverses enceintes de dialogue. Enfin, la possibilité d'accéder à de nouvelles opportunités de financement, notamment via la Banque de Développement des BRICS (NDB), est également mise en avant par certains commentateurs. Pour mémoire, l'Indonésie a également démarré en février sa procédure d'adhésion à l'OCDE.

Stratégie nécessaire pour atteindre l'objectif de 3 millions de logements en Indonésie

Les responsables indonésiens reconnaissent l'urgence d'élaborer une stratégie efficace pour atteindre l'ambitieux objectif de construction de 3 millions de logements par an, sous l'administration Prabowo. D'après le ministère des Travaux publics, environ 400 000 logements auraient été construits chaque année depuis 2015. Ainsi, des doutes subsistent quant à la faisabilité de la cible fixée, d'autant que le budget qui lui est alloué a subi une réduction drastique passant de 911 M USD à 323 M USD pour 2025. Le ministre du Logement, Maruarar Sirait, propose des solutions telles que l'achat centralisé de matériaux de construction et la réaffectation de terrains confisqués pour développer des logements publics. Ces mesures visent à rendre le logement plus accessible pour la population indonésienne.

Malaisie

La Malaisie, nouveau « pays partenaire » des BRICS

Lors du 16e sommet des BRICS, qui s'est tenu du 22 au 24 octobre à Kazan en Russie, la Malaisie s'est vu accorder le statut nouvellement créé de « pays partenaire », première étape vers une potentielle adhésion à l'organisation. Douze autres pays ont été intégrés dans cette nouvelle catégorie, parmi lesquels l'Indonésie, la Thaïlande et le Vietnam.

Erosion de plus de 57 % de l'excédent commercial au 3ème trimestre

L'érosion de l'excédent commercial (5,8 Md USD) s'est accentuée au 3ème trimestre (57,5 % en g.a. (après 42,7% au T2 en g.a.) avec l'accélération des importations (+20,8% contre +15,0 %, en g.a.) qui ont atteint 82,3 Md USD.

Les neuf premiers mois de l'année se sont ainsi conclus avec une balance commerciale en baisse de 48,8 % en g.a. mais restant excédentaire (20,9 Md USD), avec des hausses de 16,1 % pour les importations (234,7 Md USD) et de 5,2% pour les exportations (255,6 Md USD). Premier contributeur aux échanges, le secteur électrique et électronique, en particulier, a enregistré une hausse de ses ventes (39 % du total) de 0,9% en g.a. et une croissance du montant de produits importés (32 % du total) de 28,6 % en g.a. La Chine reste le 1er partenaire commercial de la Malaisie (18% des exportations et 23% des importations) devant Singapour (15 % et 12 %) et les Etats Unis (13 % et 9 %).

Maintien de l'inflation à 1,9 % au 3ème trimestre

La hausse des prix à la consommation se maintient à 1,9 % au 3ème trimestre en g.a., avec un léger ralentissement en septembre (1,8 % en g.a.). Les secteurs du logement, de la fourniture en eau et en énergies ainsi que celui de l'hôtellerie et la restauration demeurent ceux qui enregistrent les plus fortes croissances, de 3,1 % et 3,2 % respectivement en g.a. (après 3,1 % et 3,3 % au T2 en g.a.).

Singapour

Le gouvernement alloue 440 M SGD (333 M USD) supplémentaires pour stimuler les investissements dans les startups « deep-tech »

Annoncés lors de la *Singapore Week of Innovation and Technology* (Switch) 2024, les fonds seront intégrés au programme *Startup SG Equity*, établi en 2017 et qui fait partie du plan de recherche, d'innovation et d'entreprise (RIE) 2025 de Singapour, d'un montant de 28 Md SGD (21 Md USD). Le programme *Startup SG Equity* sera administré par *EnterpriseSG* et *l'Economic Development Board* (EDB), à travers lequel le gouvernement s'associe à des investisseurs du secteur privé. Cette annonce survient dans un contexte de légère baisse des investissements en capital-risque pour les startups à

Singapour. Le plafond des investissements en capital du gouvernement pour chaque startup sera porté à 12 M SGD, contre 8 M SGD précédemment.

L'emploi total multiplié par deux au troisième trimestre

L'emploi total à Singapour a augmenté de 24 100 au troisième trimestre, soit plus du double de la progression enregistrée au trimestre précédent, selon le rapport préliminaire du marché du travail publié par le ministère de la Main-d'œuvre (MOM) mardi 29 octobre. L'emploi total avait progressé de 11 300 au deuxième trimestre. Cette hausse est due à l'accélération de l'emploi des résidents et des non-résidents, avec une augmentation significative des titulaires de permis de travail dans les secteurs de la construction, de la fabrication ainsi que des services administratifs et de soutien. L'emploi des résidents a augmenté dans des secteurs tels que les technologies de l'information et la santé. En revanche, il a diminué dans les services de restauration et le commerce de détail, des secteurs où l'emploi des non-résidents a progressé.

Des fonds spéculatifs se tournent vers les options d'achat USD/SGD dans le contexte des élections américaines

Les traders multiplient leurs acquisitions d'options d'achat USD/SGD, estimant que le dollar américain se renforcera face au dollar singapourien avant la date d'expiration de ces options. Pour rappel, une option de change est un contrat qui accorde au titulaire le droit d'acheter ou de vendre une certaine devise à un taux de change spécifié à ou avant une date déterminée. La prime pour l'achat d'une option d'achat à un mois, qui prend de la valeur si le dollar américain s'apprécie face à son équivalent singapourien, atteint presque son niveau le plus élevé depuis mai 2023. Si la plupart des banques centrales agissent sur les taux d'intérêt, l'Autorité monétaire de Singapour le fait quant à elle en jouant sur le taux de change effectif nominal du dollar singapourien, indexé sur un panier de devises de ses principaux partenaires commerciaux. Cela en fait un proxy efficace pour les investisseurs qui parient sur une victoire de Donald Trump aux élections présidentielles américaines.

Vietnam

La dette publique vietnamienne se maintient largement en-deçà des plafonds autorisés

Le gouvernement estime que la dette publique totale du pays (gouvernement central, autorités locales, et dette garantie par le gouvernement) atteindra environ 36-37 % du PIB en 2024, soit un niveau similaire à celui de 2023 (37 %), et inférieur aux prévisions du gouvernement (39-40 %) ainsi qu'au plafond fixé par l'AN (60 %). La dette du gouvernement central et la dette extérieure du pays devraient rester respectivement autour de 33-34 % et 32-33 % du PIB, bien en dessous des limites autorisées (50 %). Au cours des neuf

premiers mois de 2024, les recettes budgétaires ont atteint 60,3 Md USD, en hausse de 18 % en glissement annuel, permettant de générer un excédent budgétaire de 8 Md USD. Toutefois, le pays devrait enregistrer un déficit budgétaire de 17,7 Md USD (environ 3,8 % du PIB estimé pour 2024) pour l'ensemble de l'année, du fait de dépenses supérieures à l'objectif visé (95,1 Md USD contre 87,9 Md USD).

Signature d'un accord de libre-échange avec les Emirats Arabes Unis.

Le 28 octobre 2024, à l'occasion de la visite officielle du Premier Ministre Pham Minh Chinh aux Emirats Arabes Unis (EAU), le Vietnam et les EAU ont signé un accord de partenariat économique global. Il s'agit du 17ème accord de libre échange du pays et de son premier avec un pays du Moyen Orient. Il prévoit notamment de réduire les tarifs douaniers sur 99 % des produits vietnamiens et 98,5 % des produits émiratis dans le but d'échanger pour 10 Md USD de biens chaque année (contre 4,7 Md USD en 2023 – avec une balance commerciale fortement excédentaire pour le Vietnam). L'accord prévoit aussi d'ouvrir réciproquement aux investissements des deux parties le marché des services, d'assurer la transparence des marchés publics et de promouvoir les investissements dans la transformation numérique et le développement durable.

Création d'un fonds capital-risque pour investir dans les startups

Le conglomérat vietnamien VinGroup a présenté la mise en place d'un fonds de capital-risque nommé VinVentures Technology Investment Fund d'une valeur de 150 M USD. Celui-ci se spécialisera dans les premiers financements d'entreprises innovantes dans les domaines de l'intelligence artificielle, des semiconducteurs et du cloud computing. Il aura également pour mission de connecter ces jeunes entreprises innovantes avec l'écosystème VinGroup. Ce projet arrive à point nommé dans un environnement vietnamien où les investisseurs se font rares. Le pays ne représentait que 9 % des investissements en capital-risque de l'Asie du Sud-Est en 2022, et le montant des levées de fonds ont baissé de 79 % entre 2023 et 2024, une tendance qui dure maintenant depuis la fin de la pandémie de Covid-19. Pour contexte, le financement des entreprises est difficile au Vietnam, avec des fonds publics qui ne peuvent investir dans le capital risque pour en limiter les pertes possibles, et des restrictions réglementaires qui brident les investisseurs privés.

Thaïlande

A une semaine d'intervalle, rapprochement avec les BRICS et début officiel du processus d'accession à l'OCDE

Le mercredi 30 octobre, la Thaïlande a entamé formellement le processus de son accession à l'OCDE, lors d'une visite à Bangkok du Secrétaire général de l'organisation, M. Matthias Cormann. La durée

du processus a été estimée à cette occasion à 5 à 8 ans. Le ministre des Affaires étrangères Maris Sangiampongsa a souligné à cette occasion l'opportunité que représentait ce processus pour améliorer la compétitivité du secteur privé, la transparence et l'efficacité du secteur public, l'inclusivité et la soutenabilité de la croissance. Une semaine plus tôt, M. Maris était au sommet des BRICS+ de Kazan, où la Thaïlande est devenue "pays partenaire" des BRICS+. A cette occasion, il a regretté que les tensions géopolitiques actuelles forcent certains pays à prendre parti et à en subir les conséquences, assumant que la Thaïlande cherche à développer ses liens avec tous les grands ensembles. Il s'est dit favorable à la mise en place sous l'impulsion des BRICS d'un système international révisé, "prenant en compte les intérêts de toutes les nations, petites ou grandes". Il a souhaité que la Thaïlande rejoigne les BRICS en tant que membre en août 2025.

La Thaïlande intensifie ses efforts pour intégrer le kérosène vert (SAF) dans le secteur de l'aviation

Afin d'atteindre les objectifs de réduction des émissions fixés par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Autorité de l'aviation civile de Thaïlande (CAAT) a fixé un objectif de 1 % de SAF dans le carburant total des compagnies thaïlandaises d'ici 2026, avec des augmentations progressives par la suite. Le ministère de l'Énergie sera chargé de mettre en place les réglementations nécessaires à l'implémentation au niveau des stations de ravitaillement en carburant des avions.

Un plan pour 2026-2037 propose une augmentation du mélange SAF, passant de 1 % à 8 %, en utilisant d'abord majoritairement l'huile de cuisson usagée puis d'autres résidus agricoles comme matière première. Pour soutenir les producteurs, des incitations fiscales sont envisagées, de même qu'une simplification des évaluations d'impact environnemental. Un comité national a été mis en place pour coordonner cette politique sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement du SAF. Plusieurs compagnies thaïlandaises du secteur de l'énergie investissent dans la production de SAF. Le 29 octobre, Bangchak a annoncé un partenariat avec le géant agroalimentaire CP pour s'approvisionner en huile usagée pour alimenter une usine de production de SAF en cours de construction, dont le début des opérations est prévu au premier semestre 2025 et qui devrait produire à terme 1 million de litres par jour.

Philippines

Les Philippines devraient quitter la « liste grise » du Groupe d'Action Financière (GAFI) en mars 2025

Le GAFI a pris acte, le 25 octobre 2024, des progrès réalisés par les Philippines sur les trois derniers engagements (atténuer les risques associés aux « casinos junkets », mesures transfrontalières aux principaux points d'entrée du pays, renforcement des poursuites judiciaires dans les affaires de financement du terrorisme) sur lesquels les réalisations avaient été évaluées comme insuffisantes en

début d'année. Une dernière mission de contrôle aux Philippines conduites par le GAFI d'ici février 2025 devrait permettre au GAFI d'annoncer lors de sa prochaine réunion en mars 2025 la sortie des Philippines de la « liste grise » des juridictions sous surveillance renforcée en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme (AML/CFT). La décision devrait permettre d'améliorer l'image des Philippines à l'international et faciliter les opérations de transfert financier de la diaspora et des travailleurs philippins à l'étranger (33,5 Md USD en 2023 soit 7,7 % du PIB). Les Philippines ont été inscrites sur la « liste grise » du GAFI en 2021 dans les suites de l'affaire du cyber-braquage de la banque centrale du Bangladesh dont l'essentielle des fonds détournés avaient été transféré aux Philippines où ils avaient disparu.

La dette des Philippines à son niveau le plus haut depuis 2005 en part du PIB en raison d'un déficit budgétaire persistant

Après avoir connu une baisse continue de 71,4 % du PIB à 39,6 % du PIB entre 2003 et 2019, la dette publique des Philippines est en hausse continue depuis 2020 (60,1 % en 2023 contre 54,6 % du PIB en 2020) à son niveau le plus haut depuis 2005 (60,9 % du PIB en juillet 2024, contre 62,8 % en 2005). Elle a atteint un niveau record de 237,2 M USD à la fin septembre (+11,4 % par rapport à l'année précédente contre 6,3 % de croissance en g.a. au Q2 2024) en raison d'un déficit budgétaire persistant, bien qu'en baisse par rapport à l'année dernière (-1,35 % en g.a.). L'objectif fixé par le cadre budgétaire à moyen-terme, adopté en juillet 2022, d'un ratio de dette de 58,3 % du PIB en 2025 et 51,1 % en 2028 apparaît particulièrement ambitieux au regard des tendances actuelles.

Les Philippines et l'Arabie Saoudite renforcent leur coopération énergétique

Le secrétaire d'Etat philippin et le ministre saoudien chargés de l'Énergie ont signé un MOU établissant un cadre de collaboration dans le secteur énergétique, prévoyant notamment une coopération dans le domaine des énergies renouvelables avec un objectif commun de 50 % de la production énergétique en 2040 pour l'Arabie Saoudite et en 2050 pour les Philippines. Les Philippines attendent de ce partenariat un soutien à leur objectif de doublement du taux d'électrification de la région de Mindanao pour généraliser l'accès à l'ensemble des habitants (moins de 50 % actuellement), qui nécessite 200 M USD d'investissements. L'Arabie Saoudite est un partenaire essentiel des Philippines fournissant 52,5 % de ses besoins en pétrole, importés à hauteur de 95 %, et accueillant 20 % de ses travailleurs à l'étranger, soit 432 000 Oversea Filipino Workers (OFWs).

Cambodge

La pousse du secteur agricole

Les représentants du secteur agricole cambodgien semblent satisfaits de l'accueil qu'ils ont reçu à Paris lors du SIAL 2024 (salon internationale de l'alimentation). Le produit-phare reste le riz, avec près de 446 000 t exportées entre janvier et septembre 2024 (dont environ 229 000 t vers l'UE, et environ 50 % pour la seule France). Autre célébrité cambodgienne, la noix de cajou. Ses exportations ont atteint 560 000 t pour les 9 premiers mois de l'année. Cependant l'association de la noix de cajou cambodgienne note que 80 % de ces exportations sont à destination du Vietnam, où elles sont transformées. Dans le même temps, l'annonce vient juste d'être faite de la construction de la plus grande usine de traitement de noix de cajou au Cambodge. Située dans la province de Kampong Thom, elle devrait entrer en service en mars 2025. Etoile montante de l'agriculture cambodgienne, le manioc dont les exportations ont atteint 2 Mt sur 9 mois (+160 % comparé à la même période de 2023). Là encore, la majorité du manioc part vers la Thaïlande et le Vietnam pour y être transformée. Si la qualité des produits cambodgiens est reconnue, reste encore à relever le défi de leur transformation.

Commerce Cambodge-UE : à l'Ouest, rien de nouveau

Sur les neuf premiers mois de l'année, l'UE reste la deuxième destination des exportations cambodgiennes (16,3 % soit 3,3 Md USD). Une part de marché comparable à la même période en 2023 (15,9 % des exportations soit 2,8 Md USD). Et les exportations restent principalement constituées d'articles textiles (vêtements, cuirs, souliers, articles de voyage). Ils représentent 87 % des articles exportés (2,9 Md USD) contre 80 % pour la même période en 2023 (2,3 Md USD). Cette évolution sectorielle s'explique principalement par la baisse des exportations de vélos. Les importations en provenance d'Europe restent stables (743 M USD pour les 9 premiers mois contre 755 M USD pour la même période de 2023). Elles sont principalement composées de pelleteries et fourrures (355 M USD, soit 48 %) et de machines et appareils électriques (49 M USD, soit environ 7 %). On note cependant une baisse importante des articles en fer et acier (7 M USD contre 36 M USD) et de produits pharmaceutiques (40 M USD contre 80 M USD).

La numérisation des services publics avance.

Après la mise en place de procédures électroniques aux frontières (*e-visa*, depuis longtemps, et *e-arrival card*, obligatoire dès juillet) ou l'achat de drones de surveillance pour les gardes forestiers, c'est au tour de la douane cambodgienne d'accélérer la cadence, en améliorant son système de dédouanement en ligne. Et c'est encore l'Intellectual Property Rights Recordation System (IPRRS) qui permet d'effectuer toutes les opérations de suivi, d'enregistrement, de renouvellement et de protection des droits de propriété intellectuelle en ligne à l'occasion de l'importation. Outre des gains

de productivité, une plus grande efficacité et une facilité d'utilisation, il s'agit aussi de promouvoir un environnement économique plus sain. Le système est d'ores et déjà opérationnel, même s'il est encore en rodage. A noter, cependant, que les éventuelles plaintes doivent toujours être déposées physiquement à la douane. Enfin, le directeur général des impôts a annoncé vouloir mettre en place une seule application – contre 79 programmes et applications aujourd'hui – pour la déclaration et le règlement des impôts.

Laos

Vientiane se dote d'un BRT

Financés notamment par des prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI), Banque asiatique de développement (BAD), le Fonds de l'OPEP pour le développement international, l'EU-Asia Investment Facility..., Vientiane se dote d'un réseau de bus à haut niveau de service (BRT). La première ligne reliera le parc Fa Ngum, au bord du Mékong, légèrement à l'ouest de la ville, à l'université du Laos (au nord de la ville) en passant par le monument de l'indépendance (Patuxay). Comptant 27 arrêts, la ligne fera 16 km. Le projet prévoit l'acquisition de 55 bus électriques – qui viennent d'être importés de Chine – ainsi que de 150 vélotaxis, également électriques. Validé en 2016, actuellement complété à 30 %, le projet devrait être inauguré mi-2025. C'est le premier projet de transport urbain de forte capacité, qui plus est électrique. Loin de projets de métro ou de tram, le budget du projet est de 100 M USD, plus en rapport avec les moyens d'un Etat fortement endetté. Pour autant, il doit s'insérer dans le trafic existant, ce qui nécessitera d'élargir certaines voies.

L'aéroport de Wattay, une histoire japonaise

L'aéroport international de Vientiane, civil et militaire, est entré en service en 1999. Situé à 3 kilomètres du centre-ville, son développement pré-COVID avait conduit les autorités laotiennes à planifier un nouvel aéroport. Toutefois, ce projet a tardé et la reprise, plus lente que prévue, du trafic aérien ne le justifie plus ; en tout cas, pas dans un délai rapproché. Du coup, après une première rénovation déjà financée par la coopération japonaise, une nouvelle amélioration des installations est prévue. La coopération japonaise accorde un financement de 20 M USD à cette fin. L'aéroport est d'ailleurs géré par la société Lao-Japan Airport Terminal Services. La rénovation et le développement de l'aéroport international de Luang Prabang, première destination touristique au Laos, font également partie des projets des autorités laotiennes.

Birmanie

Communication de la banque centrale sur ses injections de devises étrangères sur le marché financier

Entre le début de l'année budgétaire au mois d'avril 2024 et octobre, la banque centrale birmane (CBM) aurait injecté 1 Md USD sur le marché financier à destination des acheteurs de carburant, d'huile de cuisson et de produits pharmaceutiques et équipements médicaux via les plateformes de trading. Le 5 décembre 2023, avec l'objectif de freiner l'instabilité du marché des changes et la dévaluation rapide de la monnaie locale, la CBM avait autorisé les négociants agréés (banques privées) à effectuer librement des transactions de change en ligne (on-line platform trading) selon le taux du marché en fonction de l'offre et de la demande. En pratique le taux sur cette plateforme bancaire s'est stabilisé autour de 3500 MMK/USD, tandis que le taux sur les marchés parallèles connaît de forts épisodes de volatilité, avec un pic en août à 7500 MMK/USD, redescendu depuis à environ 4500 MMK/USD notamment sous l'effet d'injections de devises par la banque centrale. La communication de la banque centrale met aussi en scène sa capacité à mobiliser des montants importants de devises malgré les sanctions internationales.

Partenariat entre la Birmanie et le groupe thaïlandais CP dans le secteur de l'alimentation animale

Charoen Pokphand Group (CP), par l'intermédiaire de Charoen Pokphand Produce (CPP) et Bangkok Produce (BKP), s'est associé à des partenaires des secteurs public et privé birmans, pour lancer un système de traçabilité du maïs produit par CP pour l'alimentation animale. Ce système sera disponible pour les producteurs, les partenaires et les organisations concernées tout au long de la chaîne d'approvisionnement, marquant une étape importante vers la durabilité dans l'industrie du maïs en Birmanie.

Cette collaboration visant à améliorer la traçabilité dans l'industrie du maïs en Birmanie s'inscrit dans la stratégie thaïlandaise « Clear Sky », qui vise à lutter contre la brume transfrontalière et la pollution aux PM2,5 provenant des incendies de forêt et des brûlis agricoles. Elle illustre la responsabilité du secteur privé envers l'environnement, et doit contribuer aux Objectifs de développement durable (ODD) dans la région.